



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

10 AVRIL 2006

LES É.-U. FACILITENT LA PARTICIPATION DU TIERS-MONDE AUX NÉGOCIATIONS DE DOHA

L'assistance technique destinée aux pays en voie de développement 1

LE BILAN DES EFFORTS DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE ET DE DROITS DE L'HOMME

Avant-propos de Mme Rice et chapitre d'introduction du Rapport sur le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie 2

LES ÉTATS-UNIS ENCOURAGENT LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE ENTIER

Publication du rapport annuel sur « Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie »..... 4

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA SENSIBILISATION AUX MINES

Document du département d'État sur la célébration de cette journée aux États-Unis. 4

GRIPPE AVIAIRE : LES RÉSULTATS DES ESSAIS CLINIQUES D'UN VACCIN EXPÉRIMENTAL

Ce vaccin paraît prometteur, mais exige une dose massive. 5

DES COMMERÇANTS SÉNÉGALAIS DÉCOUVRENT LES AVANTAGES DE L'INFORMATIQUE GRÂCE À LA DFI

La mise en œuvre de l'Initiative des États-Unis en faveur de la liberté numérique (DFI)..... 6

LES É.-U. FACILITENT LA PARTICIPATION DU TIERS-MONDE AUX NÉGOCIATIONS DE DOHA

L'assistance technique destinée aux pays en voie de développement

Washington - Les États-Unis consacrent près de 1 million de dollars à l'assistance technique liée au commerce qu'apporte l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont indiqué les services du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur (USTR).

Les crédits votés à ce titre par le Congrès pour l'année budgétaire qui prend fin en septembre ont fait passer la contribution des États-Unis à près de 6 millions de dollars depuis l'ouverture des négociations dites de Doha en 2001.

Cette assistance technique aide les pays en développement à participer à ces négociations en donnant à leurs négociateurs la formation nécessaire pour comprendre les questions complexes de ces négociations.

« Le commerce allié à l'aide et à l'assistance technique donne les meilleurs résultats pour les pays en développement », souligne le représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, M. Rob Portman, dans le communiqué de presse que ses services ont diffusé le 6 avril.

Si les négociations de Doha aboutissent, elles sont susceptibles, selon la Banque mondiale, d'entraîner une augmentation de 142 milliards de dollars des revenus des pays en développement en 2015.

La contribution des États-Unis à l'OMC ne représente qu'une petite partie de l'aide que ce pays consacre au renforcement

des capacités commerciales des pays en développement et dont le montant a atteint 1,3 milliard de dollars pendant l'année budgétaire 2005. Le gouvernement Bush a proposé de plus que doubler cette aide pour la faire passer à 2,7 milliards de dollars en 2010.

LE BILAN DES EFFORTS DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE ET DE DROITS DE L'HOMME

Avant-propos de Mme Rice et chapitre d'introduction du Rapport sur le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie

En 2005, les États-Unis ont soutenu les revendications croissantes de par le monde en faveur du respect des libertés individuelles et politiques, affirme le département d'État dans son rapport annuel intitulé « Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2005-2006 ».

Dans leur chapitre d'introduction, les auteurs du rapport affirment qu'en 2005, les États-Unis ont « répondu à la demande mondiale croissante de liberté personnelle et politique en appuyant les efforts de ceux qui réclament des réformes ».

Selon le rapport, les efforts qu'ont déployés les États-Unis en vue de transformer les appels « autochtones » à la démocratie et au respect des droits de l'homme en programmes d'action se sont traduits par une amélioration de la situation dans 95 États.

On trouvera ci-après le texte de l'avant-propos du rapport, signé par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, suivi du chapitre d'introduction intitulé « La stratégie des États-Unis en matière de droits de l'homme et de démocratie ».

Département d'État
Washington
Le 5 avril 2006

Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2005-2006

Document diffusé par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Avant-propos

Aujourd'hui, de par le monde, de plus en plus d'hommes et de femmes exigent le respect de leurs droits et une attitude responsable de la part de leur gouvernement. Ils veulent que leur voix soit entendue et que leur vote compte. Ils réclament des lois justes et la justice pour tous. On se rend également de plus en plus compte que la démocratie est la forme de gouvernement la mieux à même, au fil des ans, de répondre aux exigences de dignité, de liberté et d'égalité des citoyens.

Comme l'a dit le président Bush dans son second discours d'investiture, « (...) la politique des États-Unis consiste à chercher à stimuler le développement des mouvements et des institutions démocratiques dans chaque nation et dans chaque culture, l'objectif ultime étant de mettre fin à la tyrannie en ce monde ». Dans le Grand Moyen-Orient, nous avons assisté l'année dernière à des appels autochtones à la réforme démocratique, au bourgeonnement du pluralisme politique, à des élections sans précédent, et à la mise en place de nouvelles mesures de protection des femmes et des minorités.

Les Irakiens se sont rendus aux urnes trois fois et ont maintenu le cap de la démocratie malgré un niveau élevé de violence. Les Afghans et les Afghanes ont voté dans tout le pays lors des premières élections législatives libres organisées dans le pays depuis 1969, alors même que le gouvernement luttait encore pour étendre son autorité sur les centres provinciaux.

Le premier scrutin organisé au Liberia depuis la fin du conflit a abouti à l'élection de la première femme à la tête d'un État africain. Le Liberia a ainsi franchi une étape fondamentale de sa transition de la guerre civile à la démocratie. Les démocraties d'Amérique latine et des Caraïbes ont continué de se heurter à la difficulté de renforcer leurs faibles institutions, de lutter contre la corruption et de remédier aux inégalités sociales. Le nouveau gouvernement de l'Ukraine, tenant compte du désir de démocratie de son peuple, a nettement amélioré son bilan dans le domaine des droits de l'homme. Et l'Indonésie, le pays à majorité musulmane le plus peuplé du monde, a renforcé l'architecture de sa démocratie lorsque, pour la première fois, les citoyens ont élu directement les chefs de leurs municipalités, régences et provinces.

Pendant ce temps, de la Birmanie à la Biélorussie, de la Chine à Cuba, de la Corée du Nord à la Syrie et de l'Iran au Zimbabwe, des hommes et des femmes courageux ont été persécutés parce qu'ils exerçaient leurs droits

fondamentaux à la liberté d'expression, d'association, de réunion et de mouvement, et, contre vents et marées, ils ont continué d'œuvrer en faveur d'un changement pacifique. Ce rapport décrit les maintes façons dont la politique étrangère des États-Unis a aidé les citoyens et les gouvernements du monde entier à transformer ces exigences croissantes de respect des droits de l'homme et de démocratie en programmes d'action.

Condoleezza Rice
Secrétaire d'État

(Fin de l'avant-propos)

(Début du texte d'introduction)

La stratégie des États-Unis en matière de droits de l'homme et de démocratie

Les États-Unis utilisent un large éventail d'outils diplomatiques à l'appui des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde. Ce rapport résume notre stratégie dans chaque région, et décrit ce que nous avons fait l'année dernière pour soutenir les efforts autochtones de réforme dans 95 pays.

Le président Bush a dit en janvier 2005 : « La liberté, de par sa nature, doit être choisie et défendue par les citoyens, et soutenue par l'État de droit et la protection des minorités (...) L'Amérique n'imposera pas son propre style de gouvernement à ceux qui n'en veulent pas. Notre objectif est plutôt d'aider les autres à trouver leur propre voix, à obtenir leur propre liberté, et à tracer leur propre voie. » Afin d'atteindre cet objectif, nous avons répondu à la demande mondiale croissante de liberté personnelle et politique en appuyant les efforts de ceux qui réclament des réformes. Nous avons été solidaires des femmes et des hommes courageux du monde entier qui, parce qu'ils exerçaient leurs droits, ont été persécutés par des régimes répressifs.

Par la communication sur le terrain avec des responsables publics, avec des organisations de la société civile et avec des individus, et par le truchement d'un engagement multilatéral aux niveaux régional et mondial, nous avons défendu les normes internationales des droits de l'homme et avancé les principes de la démocratie. Afin que les régimes démocratiques puissent mieux offrir les bienfaits de la démocratie à leurs peuples, nous les avons aidés à renforcer leurs institutions publiques et à étayer l'État de droit. Nous avons encouragé la pleine participation de tous les citoyens, notamment des

femmes et des minorités, à la vie publique de leur pays. Afin de s'assurer du respect de la volonté des peuples, nous avons soutenu le pluralisme politique et contribué à égaliser les chances afin que les élections répondent aux normes internationales. Nous avons demandé aux gouvernements démocratiquement élus qui ne gouvernaient pas démocratiquement de rendre des comptes. Et, alors même que les médias indépendants et des organisations non gouvernementales (ONG) étaient assiégés dans de nombreux pays, nous avons défendu leurs contributions vitales à la démocratie.

Durant l'année budgétaire 2005, nous avons consacré 1,4 milliard de dollars aux programmes relatifs aux droits de l'homme et à la démocratie. Nous avons également soutenu les efforts de démocratisation par le biais d'une aide au développement bien ciblée, par exemple le novateur Compte du millénaire, qui lie l'obtention d'une aide à la lutte contre la pauvreté et à la bonne gestion des affaires publiques. En même temps, nous avons continué d'imposer des sanctions économiques à l'encontre des régimes qui violent systématiquement les droits de l'homme, notamment ceux de Birmanie et de Cuba. De concert avec les gouvernements des pays industrialisés du G8 et d'autres, ainsi qu'avec les ONG, nous avons mis sur pied deux nouvelles institutions visant à encourager les réformes locales dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord : la Fondation pour l'avenir, qui soutient la société civile, et le Fonds pour l'avenir, qui favorise les investissements. Enfin, nous avons cherché à faire des institutions internationales des défenseurs plus efficaces des droits de l'homme et de la démocratie. Durant l'année budgétaire 2005, nous avons, à cette fin, versé plus de 10 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour la démocratie et milité en faveur de la création d'un Conseil des droits de l'homme crédible au sein des Nations unies, dont seraient exclus les pires contrevenants.

Dans toutes ces démarches entreprises au nom des droits de l'homme et de la démocratie, nous avons accueilli favorablement la participation d'autres gouvernements, et nous avons recherché les idées et le savoir-faire des ONG qui, chaque jour, citoyen par citoyen, institution par institution, pays par pays, accomplissent la difficile tâche de défense des droits de l'homme et de promotion de la démocratie.

Condoleezza Rice

LES ÉTATS-UNIS ENCOURAGENT LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE ENTIER

Publication du rapport annuel sur « Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie »

Washington - Le rapport annuel sur « Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2005-2006 » vient d'être rendu public le 5 avril par le département d'État.

Ce rapport, qui va de pair avec le Rapport sur les droits de l'homme dans le monde du département d'État, donne un aperçu des mesures et des programmes des États-Unis visant à encourager le respect des droits de l'homme dans les pays où l'on a signalé de graves violations, notamment la torture et les exécutions sommaires.

Il résume la stratégie américaine destinée à favoriser la liberté dans le monde, de sorte que toutes les personnes intéressées puissent voir dans un seul document ce que les États-Unis font pour appuyer la démocratie et le respect des droits de l'homme, a déclaré au « Washington File » le secrétaire d'État adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, M. Barry Lowenkron, le 3 avril.

Le rapport porte sur les efforts des États-Unis dans 95 pays et montre le lien entre les faits cités dans le rapport sur les droits de l'homme dans le monde et ce que Washington fait pour contribuer à la cessation des violations des droits de l'homme. Selon M. Lowenkron, les États-Unis considèrent qu'il ne s'agit pas seulement de dresser un bilan de ce qui a eu lieu, mais aussi de fournir un guide pour les améliorations à venir.

Divers services du département d'État et des ambassades des États-Unis, les ministères de la justice, du commerce, des finances et du travail ainsi que l'Agence des États-Unis pour le développement international ont participé à la rédaction de ce nouveau rapport.

Lors de l'année budgétaire 2005, les États-Unis ont consacré 1,4 milliard de dollars aux programmes relatifs aux droits de l'homme et à la démocratie. Le Compte du millénaire, qui n'accorde son aide financière destinée à la réduction de la pauvreté qu'aux pays qui pratiquent la bonne gouvernance, contribue aussi à encourager les réformes démocratiques.

Le rapport montre que le soutien des États-Unis aux droits de l'homme et à la démocratie constitue une tâche

quotidienne visant à encourager les autres pays à mettre en place des institutions démocratiques et à mieux respecter les droits de l'homme.

« Ce qui ressort du rapport, a dit M. Lowenkron, c'est que des personnes font entendre leur voix dans tous les 95 pays. Certaines de ces voix sont faibles, d'autres sont fortes et d'autres sont encore plus fortes. Les États-Unis n'imposent pas la démocratie. Nous écoutons ces voix et nous tâchons de leur répondre. »

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA SENSIBILISATION AUX MINES

Document du département d'État sur la célébration de cette journée aux États-Unis.

La première Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines a eu lieu le 4 avril, conformément à la résolution que l'ONU a adoptée à cet effet en novembre 2005.

Les États-Unis ont célébré cette journée et rappelé qu'ils avaient consacré depuis 1993 plus de 1 milliard de dollars à la lutte antimines, notamment le déminage, l'information de la population des zones minées sur les risques d'explosion, l'aide aux victimes et aux membres de leurs familles et la formation de personnes chargées des programmes de déminage.

Le secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires, M. John Hillen, a déclaré à ce propos : « Le 4 avril offre une nouvelle occasion de rappeler à tous que le problème posé par les mines terrestres existe encore, mais aussi de faire savoir que l'on a déjà fait de grands progrès pour le réduire. Grâce aux efforts concertés des pouvoirs publics et des particuliers, on se rapproche du jour où la population à travers le monde ne sera plus exposée aux effets des mines terrestres. »

On trouve ci-après le texte du communiqué de presse que le département d'État a diffusé le 4 avril à ce sujet.

(Début de la fiche analytique)

La Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines

Les États-Unis participent à l'observation, le 4 avril, de la Journée internationale pour la sensibilisation aux

mines et l'assistance à la lutte antimines afin d'attirer l'attention sur le problème mondial que constituent les mines terrestres. C'est le 8 novembre 2005 que l'Assemblée générale de l'ONU a décidé par une résolution de consacrer le 4 avril à cette journée internationale. En tant que pays qui contribue le plus à réduire les effets des mines terrestres et des munitions explosives non explosées provenant d'anciens conflits, les États-Unis sont honorés de participer à la première observation annuelle de cette journée.

Le secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires, M. John Hillen, a déclaré à ce propos : « Le 4 avril offre une nouvelle occasion de rappeler à tous que le problème posé par les mines terrestres existe encore, mais aussi de faire savoir que l'on a déjà fait de grands progrès pour le réduire. Grâce aux efforts concertés des pouvoirs publics et des particuliers, on se rapproche du jour où la population à travers le monde ne sera plus exposée aux effets des mines terrestres. »

En l'honneur de cette journée, plusieurs ambassades des États-Unis organisent ou participent à diverses manifestations. À New York, le service antimines des Nations unies organise un débat sur les moyens de débarrasser le monde des mines terrestres et des restes explosifs de guerre à laquelle participera M. Richard Kidd, directeur du service de l'enlèvement des armes et de leur réduction, qui relève de la direction des affaires politico-militaires du département d'État. Le 5 avril, la Mission des États-Unis auprès de l'ONU organisera une table ronde sur la sensibilisation aux mines terrestres qui rendra hommage à l'œuvre des organisations non gouvernementales dans ce domaine.

Les États-Unis profitent de cette occasion pour inviter tous les pays à œuvrer dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques (www.ccw-treaty.org) en vue de limiter l'emploi de toutes les mines terrestres et d'y adhérer afin de renforcer ces limites par la rédaction d'un nouveau protocole portant sur les mines autres que les mines antipersonnel.

Le programme antimines des États-Unis appuie la lutte antimines dans le monde entier au moyen d'une aide bilatérale et multilatérale et grâce à une cinquantaine de partenariats entre le secteur public et des organisations non gouvernementales et autres groupes. Les États-Unis ont consacré bien plus de 1 milliard de dollars à la lutte antimines depuis 1993.

GRIPPE AVIAIRE : LES RÉSULTATS DES ESSAIS CLINIQUES D'UN VACCIN EXPÉRIMENTAL

Ce vaccin paraît prometteur, mais exige une dose massive.

Washington - Un vaccin expérimental contre le virus H5N1 de la grippe aviaire a déclenché une réponse immunitaire chez 450 adultes en bonne santé, mais il a été nécessaire d'administrer une dose massive à cet effet, indique un article paru dans la revue médicale « The New England Journal of Medicine » le 30 mars.

La dose de vaccin nécessaire pour obtenir une réponse immunitaire chez les adultes qui ont fait l'objet des essais cliniques est douze fois supérieure à celle administrée lors des campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière.

Selon l'éditorial qui accompagnait cet article, la capacité mondiale de production de vaccins serait insuffisante pour protéger un grand nombre de personnes si une pandémie de grippe aviaire devait se répandre dans le monde.

L'auteur de cet éditorial, le docteur Gregory Poland, a calculé en extrapolant les résultats des essais cliniques au monde entier que les laboratoires ne pourraient produire suffisamment de doses de vaccin que pour 75 millions de personnes, soit 1,25 % de la population mondiale.

L'Institut national de l'allergie et des maladies infectieuses (« National Institute of Allergy and Infectious Diseases » ou NIAID) a financé cette étude qui a été réalisée dans les centres hospitaliers de trois universités américaines.

Dans le communiqué de presse que le NIAID a diffusé à ce propos, son directeur, le docteur Anthony Fauci, déclare que les chercheurs s'emploient à résoudre les problèmes de la mise au point d'un vaccin contre le virus H5N1.

« Nous étudions, dit-il, d'autres possibilités qui nous permettraient de réduire la dose de vaccin nécessaire, par exemple en ajoutant un adjuvant au vaccin, de manière à pouvoir parvenir à une stratégie de vaccination plus pratique. »

Le NIAID avait annoncé les résultats préliminaires des essais cliniques en août 2005, et la publication des résultats définitifs marque l'achèvement de leur analyse.

Dans son éditorial, le docteur Poland, qui participe aux essais d'un vaccin antigrippal effectués par les laboratoires de recherche Merck, déclare qu'il est essentiel de trouver d'autres moyens « tant pour améliorer l'immunogénicité (la capacité de déclencher une réponse immunitaire) que pour augmenter le nombre de doses existantes ». Ses propos font écho à ceux d'un certain nombre de hauts responsables américains alors que l'éventualité d'une pandémie de grippe paraît se préciser. En effet, les méthodes de production de vaccins sont lentes et peu modernes et ont déjà causé des problèmes d'approvisionnement en vaccins contre la grippe saisonnière.

La pandémie de grippe résultant d'une souche de virus extrêmement virulent pourrait frapper un nombre immense de personnes et faire de la grippe saisonnière un événement minime. Tous les ans, cette dernière cause environ 36.000 décès et plus de 200.000 hospitalisations rien qu'aux États-Unis.

Selon des estimations de la direction du budget du Congrès, la pandémie de grippe pourrait frapper gravement 90 millions d'Américains et causer la mort de 2 millions d'entre eux. Ces chiffres seraient bien plus élevés dans le reste du monde.

La Stratégie nationale pour le cas d'une pandémie de grippe, que le gouvernement Bush a rendue publique à la fin de 2005, prévoit des investissements importants dans des techniques prometteuses afin de lutter efficacement contre cette pandémie.

La grippe aviaire qui a vu le jour en Asie du Sud-Est il y a deux ans s'est répandue dans des dizaines de pays et a causé la mort de dizaines de millions de volatiles que l'on a dû abattre pour la plupart afin d'éviter la propagation de la maladie dans les élevages avicoles.

Elle s'est propagée à près de 200 personnes qui avaient été en contact direct avec des volatiles malades ; 105 d'entre elles sont décédées.

Si le virus H5N1 mute pour devenir contagieux chez l'homme, on peut s'attendre à un grand nombre de malades et de décès car l'homme n'a pas d'immunité naturelle contre ce virus.

DES COMMERÇANTS SÉNÉGALAIS DÉCOUVRENT LES AVANTAGES DE L'INFORMATIQUE GRÂCE À LA DFI

La mise en œuvre de l'Initiative des États-Unis en faveur de la liberté numérique (DFI)

Par Jim Fisher-Thompson
Rédacteur du « Washington File »

Washington - Des Africains trouvent plus facile de participer à la mondialisation grâce à un programme financé par le gouvernement des États-Unis qui encourage les commerçants sénégalais à avoir recours à l'ordinateur et à l'internet pour vendre leurs produits.

L'Initiative en faveur de la liberté numérique (« Digital Freedom Initiative » ou DFI), à laquelle participent l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le ministère du commerce et le Corps de la paix, a été annoncée par la Maison-Blanche en mars 2003 et est destinée à encourager le recours à l'internet dans les pays en développement.

À l'heure actuelle, des projets de partenariat sont en cours d'exécution en Indonésie, en Jordanie et au Pérou, mais c'est à Dakar (Sénégal) que le projet pilote de la DFI a commencé. Des représentants de l'USAID ont établi en collaboration avec une association professionnelle un cybercafé appelé « Cyber Louma » dans le marché Sandaga de Dakar.

Des commerçants et d'autres Sénégalais ont appris que les ordinateurs et l'internet n'étaient pas réservés aux universitaires et aux bibliothécaires et qu'ils pouvaient être un moyen utile pour s'informer sur le marché et sur les divers coûts qui ont une influence directe sur leur vie.

Selon un document de l'USAID, dès que la nouvelle de l'ouverture de ce cybercafé s'est répandue, des commerçants curieux sont venus voir comment tout cela fonctionnait.

Un marchand de tissus, M. Souhaibou Diop, qui avait l'habitude de s'approvisionner auprès de grossistes de Dubaï, a été un des premiers intéressés. Après avoir reçu une formation, il a obtenu une adresse de courrier électronique, cherché de nouveaux fournisseurs et s'est mis en rapport avec une entreprise américaine du New Jersey, « Magna Fabrics », qui lui offrait des prix plus intéressants.

Un autre enthousiaste de l'informatique est un grossiste du marché Sandaga, M. Gor Mbaye, qui entretient des rapports avec de nombreux fournisseurs sénégalais. Selon l'USAID, alors qu'il passait autrefois des heures à faire sa comptabilité, il a reçu une formation au cybercafé qui lui permet de la faire maintenant à l'aide d'un ordinateur. En outre, il fait sa correspondance avec les fournisseurs par ordinateur et négocie les prix de la même façon.

L'avenir de M. Abdoul Fall s'annonce bien plus brillant qu'auparavant, dit l'USAID. Grossiste de matériaux de construction, M. Fall a pu grâce aux ordinateurs du Cyber Louma de faire des recherches sur l'internet et de trouver des ventilateurs à un prix plus faible que ceux vendus par les fournisseurs locaux.

Un autre commerçant, M. Mamadou Guèye, qui importe des carreaux d'Italie, s'est aussi servi de l'internet au Cyber Louma pour trouver de nouveaux fournisseurs. « J'envisage maintenant, a-t-il dit, de réserver de l'espace dans mon magasin pour créer un bureau équipé d'un ordinateur, ce qui me permettra de mieux gérer mes affaires. »

Depuis son lancement, la DFI a pris de l'ampleur en dehors du marché Sandaga. En 2005, des représentants de l'USAID, de concert avec des volontaires du Corps de la paix et du personnel d'organismes internationaux, ont aidé plus de 70 personnes à trouver un emploi et formé des salariés de 360 entreprises à l'usage d'ordinateurs. En outre, quelque 300 chefs d'entreprise ont reçu une formation dans ce domaine.

A NOTER:

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

<http://geneva.usmission.gov/>

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"